

FORUM BERNARD CHERLONNEIX, économiste de banque

Le principe de subsidiarité est le seul recours contre la « crise du politique »

Il est devenu urgent de rappeler cette doctrine prônée par l'Église, « experte en humanité » et en « bonne gouvernance ».

La crise de la « dette souveraine » apporte la preuve a contrario de la validité du principe de subsidiarité comme principe supérieur de gouvernance des sociétés politiques. Elle appelle à une inversion de la méthode du « centralisme démocratique » (subordination stricte de chaque échelon social à l'échelon supérieur) qui s'est partout généralisée et n'est pourtant en principe que l'apanage des régimes totalitaires. Elle invite à une redistribution du pouvoir et de la responsabilité vers la base, c'est-à-dire au niveau pertinent de leur exercice, à un rapprochement des centres de décision du lieu d'exercice et de perception de leur impact.

Face à cette crise de l'impuissance de la centralisation et de la mutualisation forcée qui est en train de frapper l'Ouest après avoir fait chuter l'Est, il est urgent de rappeler la doctrine classique du principe de subsidiarité prônée par l'Église. À cette fin nous citons le passage clé qui la résume dans *Quadragesimo anno*. « On ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que de troubler de manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonc-

tions qu'ils sont en mesure de remplir par eux-mêmes. » L'Église est non seulement « experte en humanité » mais aussi en « bonne gouvernance ».

L'application du principe de subsidiarité (et de suppléance si nécessaire) en matière de gestion économique et financière, notamment des systèmes publics mais aussi de toutes les entités quelles qu'elles soient, signifie en clair dans le domaine financier : *autofinancement des structures sauf impossibilité démontrable, exercice indépendant du pouvoir et de la responsabilité concomitante au plus près du terrain, fin des financements croisés et aléatoires qui bercent chaque dirigeant d'illusions et poussent chaque structure à vivre au-dessus de ses moyens*. Toute structure vivante, dont l'échange avec les autres se fait à somme positive, reflète par un bénéfice « comptable » chez les entités qui tiennent une comptabilité, doit équilibrer ses comptes, c'est-à-dire faire la preuve que les services qu'elles rendent, fussent-ils purement caritatifs, sont suffisants pour générer des recettes suffisantes, fussent-elles exclusivement issues de dons, pour couvrir ou excéder leur coût de fonctionnement et financer leur développement.

Chaque entreprise, quel que soit son secteur ou sa forme juridique, chaque association, syndicat professionnel ou de salariés, collectivité publique, régime d'assurance publique, entreprise publique, secteur économique, État, doit être en mesure de prouver son utilité en équilibrant ses comptes ou en se réorganisant rapidement sinon. Chacun doit couvrir ses dépenses courantes par ses recettes courantes. En fait plus une structure est importante plus elle doit remplir les conditions de sa durabilité par l'autofinancement,

principe de base du développement durable.

Chaque entité doit être a priori privée du droit de mutualiser et noyer dans la masse ses déficits et une communauté politique adulte devrait passer au crible les rares exceptions à ce principe général d'autofinancement. À défaut chaque citoyen s'efforce de vivre aux dépens de tous les autres, par la médiation d'un État supposé capable de multiplier les pains (1) et de guérir les écrouelles. Et alors que dans le flou de la redistribution généralisée chacun espère être discrètement gagnant, chacun est finalement perdant par la faillite collective qu'elle induit.

La vraie règle d'or telle qu'elle découle du principe de subsidiarité est donc l'autofinancement de toute entité (2), la fin (progressive) des subventions, la substitution du financement direct privé par la défiscalisation au financement indirect et politisé par la subvention publique, source de corruption et de captation de la démocratie.

Elle trace un vaste programme à mettre en œuvre dans l'urgence tant on s'est longtemps éloigné de ce rude bon sens que les textes fondamentaux de l'Église, à défaut de ses princes, sont là pour rappeler aux gouvernants démagogues. Car le principe de subsidiarité n'est au fond que la transposition dans le domaine politique et social de la doctrine traditionnelle des « devoirs d'État » de la personne. C'est



Face à la crise, redistribuons le pouvoir et les responsabilités vers la base.

de bas en haut qu'il nous faut nous résoudre à reconstruire la société, comme on construit une cathédrale, et non à partir d'une « autorité publique mondiale à compé-

tence universelle » (3), une méthode de dissolution des pouvoirs qui a échoué depuis longtemps déjà comme l'Église l'avait prophétisé.

(1) C'est le rôle du « multiplicateur » keynésien dans « la science économique » telle qu'elle est enseignée dans les facultés d'économie de l'Occident contemporain d'assurer la transmission de cette croyance.

(2) Autrement efficace que le projet de loi-cadre de programmation pluriannuelle des finances publiques intitulé « règle d'or » ou l'accord européen sur la limitation du déficit

public structurel à 0,5% du PIB, simples vœux pieux dénués de toute efficacité opérationnelle. (3) Nous ne nous reconnaissons donc pas dans le document publié en octobre 2011 par le Conseil pontifical Justice et Paix intitulé Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle.

CHRONIQUE

ODON VALLET
Écrivain



Que sont mes amis devenus ?

« Que sont mes amis devenus ?... Je crois le vent les a ôtés. » Ce vent était celui de la mort qui frappait vite au temps de Rutebeuf, le poète parisien du XIII^e siècle. Les pestes, fièvres, langueurs et pâleurs tuaient un homme sur deux avant 30 ans. Les animaux de La Fontaine y voyaient ce mal « que le ciel en sa fureur inventa pour punir les crimes de la terre ». Les guerres mondiales du XX^e siècle et leurs Croix de bois chères à Roland Dorgelès, ont renouvelé

cette tragédie des humains décimés dans la force de l'âge, des proches enlevés trop tôt à l'affection, tel La Boétie pleuré par Montaigne. Le sida a pu jouer le même rôle dans certains milieux artistiques aux rangs sévèrement éclaircis par un rétrovirus aussi redoutable que les bacilles de Yersin et de Koch, aussi impitoyable que les pestes et phthisies. On pouvait s'en souvenir par une mémoire publique ou un culte privé selon que l'ami était mort à la guerre ou dans son lit : pour les « poilus » des monuments aux morts et pour les victimes de la grippe espagnole une photo dans le salon. Bref, chacun s'efforçait de gérer au mieux son malheur et de dissocier respectueusement son existence de ses connaissances.

C'est l'inverse aujourd'hui : les relations d'enfance vivent presque toutes longtemps et l'on retrouve octogénaire l'ami de ses 10 ans. « J'ai 10 ans », chante Alain Souchon, mais on n'a pas, toute sa vie, deux lustres ou cent vingt

mois. Des sites vous proposent de vieilles photos de classe où posent de chères têtes blondes aux bras croisés dont on aimerait savoir ce qu'elles sont devenues. Mais peut-

Ils semblent nous dire avec Ronsard : « Mon corps s'en va descendre où tout se désassemble. »

être vaut-il mieux ne pas le savoir pour éviter les déceptions. La plus jolie fille a perdu ses charmes et le plus beau garçon ses muscles. Ils semblent nous dire avec Ronsard : « Mon corps s'en va descendre où tout se désassemble. » Quant aux prix d'excellence et forts en thème, certains ont franchement déçu, raté des concours et connu le chômage. Bref, celui qu'on vous donnait en modèle pour mieux vous humilier n'était pas un exemple à suivre et entre le cancre et le bon élève, la hiérarchie peut s'inverser. Comme Marcel Bleustein-Blanchet,

fondateur de Publicis, aimait à le rappeler, il y a des réussites chez les autodidactes, des parcours remarquables chez les anciens HEC... Hautes Études Communales.

Si le royaume de Dieu est déjà parmi nous, il est normal que « des derniers soient premiers et des premiers derniers » (Luc 13,30). L'article indéfini est ici plus nuancé que l'article défini de la version de saint Matthieu : « Les derniers seront premiers et les premiers derniers » (Matthieu 20,16). Dans sa vie prolongée souvent jusqu'au siècle, l'homme moderne voit beaucoup de renversements de situation, de destins contrariés et de rétablissements miraculeux. On peut aussi avoir des milliers d'« amis » sur Facebook et les perdre du jour au lendemain. Mais le poème du sage Rutebeuf, admirablement chanté par Nana Mouskouri, sait nous rassurer :

« Le mal ne sait pas seul venir
Tout ce qui m'était à venir
M'est advenu. »